



189-2003 – 17 juin 2003

Eurobaromètre

Les citoyens sont favorables à la constitution, mais connaissent mal la Convention

Alors que la Convention sur l'avenir de l'Europe se prépare à rendre compte de ses travaux au Conseil européen à la fin de cette semaine, les premiers résultats de la dernière enquête Eurobaromètre montrent que la constitution européenne rallie de nombreux suffrages dans l'ensemble de l'UE. D'après le sondage réalisé auprès de plus de 16 000 personnes entre le 18 mars et le 30 avril, une grande majorité de citoyens européens souhaitent conserver au moins un commissaire par État membre et cautionnent également l'idée d'un ministre européen des affaires étrangères. Toutefois, l'enquête a également révélé une profonde méconnaissance des travaux de la Convention. Le soutien à l'euro au sein de la zone euro s'est accru depuis la dernière enquête réalisée à l'automne.

L'enquête Eurobaromètre du printemps 2003 a été effectuée dans les 15 États membres entre le 18 mars et le 30 avril, en partie durant le conflit irakien. 16 410 personnes de plus de 15 ans ont été interrogées sur leur position envers l'Union européenne et d'autres questions d'actualité sur le plan politique et social. L'intégralité des résultats de l'enquête sera disponible en juillet 2003.

Résultats

L'enquête a montré qu'un grand nombre de citoyens méconnaissent les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Pour chacune des sept questions posées sur la Convention, plus de 50 % des personnes ont choisi l'option "ne sait pas". Seuls 39 % étaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle "la Convention élabore des propositions visant à réformer l'UE".

Malgré ce manque de connaissances, 63 % des personnes interrogées cautionnent l'idée d'une constitution européenne, tandis que 10 % seulement se déclarent contre. Au Luxembourg, ces pourcentages sont respectivement de 65% et de 10%. Sept personnes sur dix affirment vouloir conserver au moins un commissaire par État membre (Luxembourg: 82%) et une majorité estime que cela n'entravera pas le fonctionnement de l'Union. La plupart des personnes interrogées pensent que le président de la Commission devrait être élu directement par les citoyens de l'UE (Luxembourg: 50%).

La moitié des citoyens de l'UE (Lux.: 51%) considère que le mandat actuel de la présidence du Conseil européen est trop court pour obtenir des résultats significatifs et qu'il convient donc de le prolonger. Quelque 47 % souhaitent le maintien du droit de veto (Lux.: 62%).

Si elles sont 64 % (Lux.: 79%) à penser que l'UE devrait avoir son propre ministre des affaires étrangères, environ sept personnes sur dix estiment que l'UE devrait disposer d'un siège propre au Conseil de sécurité de l'ONU (Lux.: 79%), d'une force de réaction militaire rapide (Lux.: 72%) ainsi que de politiques communes en matière d'immigration et d'asile (Lux.: 77%).

Environ 77 % pensent que la politique étrangère de l'UE doit être indépendante de celle des États-Unis, tandis que 83 % attendent des États membres qu'ils adoptent une position commune en cas de crise internationale. Les citoyens continuent de préférer que ce soit l'UE qui décide des questions de défense européenne plutôt que les gouvernements nationaux ou l'OTAN (Lux.: 68%).

Plus de deux tiers des personnes sont favorables au principe d'une politique étrangère commune (Lux.: 84%) et près de trois quarts sont partisans d'une politique de défense et de sécurité commune (Lux.: 92%).

Environ 54 % des personnes considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE (Lux.: 85%) comme une bonne chose. Elles sont 50 % à penser que leur pays a bénéficié de son appartenance (Lux.: 74%) à l'UE et 29 % à penser le contraire.

Au sein de la zone euro, 75 % des personnes interrogées sont favorables à la monnaie unique (Lux.: 88%), soit quatre points de plus qu'à l'automne dernier. Les opinions favorables ont gagné 8 points en Allemagne et 6 points en Italie. Le soutien à l'euro dans les pays "pré-in" a diminué depuis l'automne dernier, même si une majorité se déclare encore favorable à la monnaie unique au Danemark.

L'enquête révèle une détérioration, depuis l'automne dernier, de l'image des États-Unis en ce qui concerne son rôle dans la lutte contre le terrorisme et la pauvreté, la protection de l'environnement, la croissance de l'économie mondiale et la recherche de la paix dans le monde.

Elle atteste en revanche d'un regain de confiance dans les médias, la justice, la police et les organisations bénévoles, mais une perte de confiance dans les Nations unies, les grandes entreprises, les syndicats, les parties politiques, l'UE et les gouvernements nationaux.

Si la majorité des citoyens demeure favorable à l'élargissement de l'UE, ils sont moins nombreux à approuver ce processus que lors de la dernière enquête.

Le résumé du rapport couvrant les premiers résultats obtenus dans les 15 États membres est publié par la Commission, en anglais, en français et en allemand.

De plus amples informations sur cette enquête figurent sur le site du secteur "Analyse de l'opinion publique" à l'adresse suivante:

http://europa.eu.int/comm/public_opinion

Pour des informations supplémentaires:

Fons Theis – 4301- 32925

E-Mail alphonse.theis@cec.eu.int

Ernst Moutschen – 4301 – 32574

E-Mail: ernst.moutschen@cec.eu.int